

# Prévisions conjoncturelles

## Prévisions pour la Suisse

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2020, l'évolution positive du PIB a causé la surprise en bien des endroits, y compris en Suisse : certains secteurs de l'économie se sont rapidement redressés suite à l'assouplissement des mesures de lutte contre le Covid-19. Les perspectives à court terme se sont toutefois détériorées depuis les dernières prévisions d'octobre.

Vu la forte augmentation du nombre des cas de contamination et le risque de surcharge des systèmes de santé, de nombreux pays, dont les États-Unis et certains pays d'Europe ont renforcé leurs mesures de politique sanitaire. Certains des risques négatifs des dernières prévisions se sont ainsi concrétisés. Le groupe d'experts s'attend donc à ce que la demande mondiale pondérée par les exportations diminue au 4<sup>e</sup> trimestre, ce qui pèsera également sur les exportations suisses.

En Suisse également, le Conseil fédéral et les cantons ont réintroduit ou renforcé les mesures sanitaires depuis le mois d'octobre, mais en limitant jusqu'à présent leurs prescriptions à certains secteurs (par ex. le divertissement, la culture et l'hôtellerie). Les données haute fréquence sur les paiements par carte et les retraits d'argent liquide laissent supposer que les dépenses de consommation vont diminuer au 4<sup>e</sup> trimestre, même si c'est dans une moindre mesure qu'au cours du premier semestre.

Dans ce contexte, le groupe d'experts prévoit que la reprise de l'économie suisse sera interrompue au 4<sup>e</sup> trimestre et que le PIB diminuera, mais qu'il ne se produira pas de réel effondrement de l'économie nationale. De plus, comme le montrent les plus récentes données concernant son PIB, la

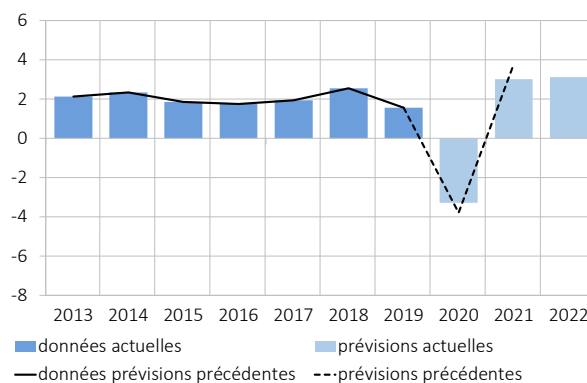
**PIB 2020 : -3,3 %**

Suisse a traversé les trois derniers trimestres un peu mieux que ce que l'on avait envisagé jusqu'ici. D'une part, la croissance du PIB a été révisée à la hausse au 1<sup>er</sup> et au 2<sup>e</sup> trimestre 2020 et, d'autre part, la reprise au

3<sup>e</sup> trimestre a dépassé les attentes. Pour l'ensemble de l'année 2020, cela se traduit par une baisse du PIB de -3,3 % (graphique 35, tableau 7). En octobre, on s'attendait encore à un recul de -3,8 %. Le chômage devrait atteindre une moyenne annuelle de 3,2 % en 2020 (prévision inchangée) et l'emploi connaître un léger fléchissement (-0,1 % : prévision d'octobre : -0,4 %).

### graphique 35 : Prévisions du PIB

valeurs réelles désaisonnalisées et corrigées des grands événements sportifs, variation en % sur un an



sources : OFS, SECO, Groupe d'experts de la Confédération

La poursuite du développement économique dépend dans une large mesure de l'évolution épidémiologique et des réactions politiques. Dans ses prévisions, le groupe d'experts postule que, pour l'essentiel, les mesures de restriction mises en œuvre au 4<sup>e</sup> trimestre resteront en vigueur au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2021 et que le développement économique demeure faible. En conséquence, le groupe d'experts prévoit, pour 2021, un taux de croissance du

**PIB 2021 corrigé des événements sportifs : +3,0 %**

PIB corrigé des événements sportifs de l'ordre de 3,0 % (prévision d'octobre : +3,8 %), qui reste encore bien supérieur à la moyenne historique. En incluant les effets des grands événements sportifs internationaux prévus pour 2021, cela correspond à une croissance de 3,2 %.

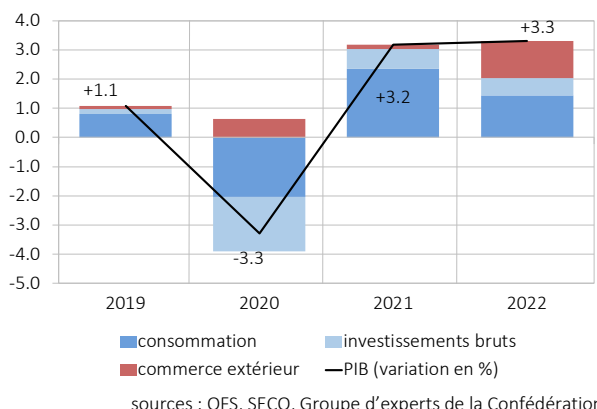
Cette prévision repose sur l'attente d'une stabilisation progressive de la situation épidémiologique à partir du printemps 2021, par exemple grâce à des conditions météorologiques plus favorables et à l'utilisation généralisée des vaccins. On suppose en outre que, grâce à la vaccination, un niveau d'immunisation de la population suffisamment élevé pourrait être atteint dans le courant de l'année, ce qui permettrait d'assouplir progressivement les mesures de confinement. La politique monétaire et fiscale devrait rester expansionniste et continuer à soutenir la conjoncture. L'activité économique devrait connaître une reprise significative à partir du 2<sup>e</sup> trimestre 2021 et l'économie suisse pourrait alors retrouver, d'ici fin 2021, son niveau de PIB d'avant la pandémie.

Compte tenu de la reprise escomptée, le groupe d'experts prévoit pour 2022 un taux de croissance du PIB corrigé des événements sportifs de +3,1 % (+3,3 % en incluant l'effet des grands événements sportifs internationaux). Sur le marché du travail, l'effet de la reprise économique sera probablement quelque peu retardé. En 2021, le taux de chômage devrait augmenter légèrement pour atteindre 3,3 % en moyenne annuelle, avant de redescendre à 3,0 % en 2022. L'emploi ne devrait pas non plus connaître une forte reprise avant 2022, après que le chômage partiel aura complètement cessé.

**PIB 2022 corrigé des événements sportifs :**  
+3,1 %

**graphique 36 : Prévisions du PIB et contributions à la croissance**

valeurs réelles, y c. événements sportifs, contribution des composantes en points de pourcentage, 2020–2022 : prévisions



Si l'on considère les composantes de la demande, on est frappé par l'effet exceptionnel de la consommation privée. Au cours du semestre d'hiver 2020/2021, les dépenses de consommation devraient être freinées par les mesures de politique sanitaire, en particulier dans les secteurs de l'hôtellerie, des services culturels et des loisirs. Pour 2020, il est à prévoir une baisse sans précédent

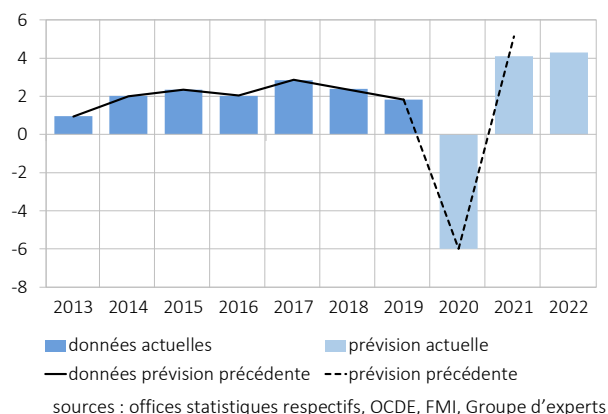
des dépenses de consommation privées. Toutefois, l'assouplissement progressif des mesures devrait permettre un redressement de la consommation au fur et à mesure de l'avancée vers l'horizon prévisionnel. On peut s'attendre, spécialement dans les secteurs actuellement sujets à des restrictions (hôtellerie et restauration, tourisme, divertissement et culture), à des effets de rattrapage notables partiellement dus à des mesures de stabilisation, telles que l'indemnisation du chômage partiel qui soutient le pouvoir d'achat des ménages. Enfin, en 2022, les ménages devraient bénéficier de l'amélioration progressive de la situation sur le marché du travail.

**Consommation fortement touchée**

Malgré une baisse significative en 2020, les activités d'investissement dans les bâtiments et les équipements ont jusqu'à présent moins souffert que ce que l'on craignait de la crise du Covid-19. Les causes probables en sont, d'une part, que les entreprises suisses n'ont jusqu'à présent pas connu de problèmes de liquidité ou de crédit généralisés, notamment grâce aux prêts Covid, et que, d'autre part, les secteurs à forte intensité d'investissement pourraient n'avoir été que relativement peu touchés par la crise. En termes d'investissements en biens d'équipement, le groupe d'experts s'attend, dès 2021, à une reprise significative se poursuivant en 2022. L'investissement dans la construction devrait également connaître une certaine reprise grâce à des conditions de financement favorables.

**graphique 37 : Demande mondiale**

PIB des principaux partenaires commerciaux de la Suisse, pondérés par les exportations, valeurs réelles désaisonnalisées, variation en % sur un an



Contrairement à l'économie intérieure, les secteurs axés sur l'exportation risquent de ressentir encore pendant un certain temps les conséquences de la crise. Le groupe d'experts prévoit que la croissance de la demande mondiale pondérée par les exportations sera de 4,1 % en 2021 et de 4,3 % en 2022, après une baisse de 6,0 % en 2020 (graphique 37). La reprise modérée de la demande

mondiale – notamment sur le plan européen – limite les effets de rattrapage de l'économie d'exportation suisse, en particulier dans les exportations qui sont sensibles à la conjoncture, telles que celles des machines et métaux. Cette reprise devrait être lente également dans le domaine des exportations de services (tourisme et transport), sévèrement touché par la pandémie. Les exportations de produits pharmaceutiques, en revanche, devraient bénéficier de la reprise – plus rapide – dans les

importants pays destinataires que sont les États-Unis et la Chine. Le niveau d'exportation d'avant la crise ne sera de nouveau atteint que dans le courant de l'année 2022. Vu la reprise relativement plus rapide de la demande intérieure, les importations devraient augmenter plus fortement que les exportations en 2021. Dans l'ensemble, il est probable que le commerce extérieur n'apportera pas une contribution positive significative à la croissance avant l'année de prévision 2022 (graphique 36).

## Risques

Les principaux risques pour l'économie restent liés à l'évolution de la pandémie et aux réactions qui en découleront de la part des acteurs économiques et des responsables politiques.

D'un côté, la deuxième vague de Covid-19 pourrait avoir un effet économique moins négatif que prévu, en particulier à l'étranger, où les vaccins pourraient être largement utilisés à un stade plus précoce que prévu, ce qui rendrait superflues de nouvelles mesures de restriction. On pourrait alors s'attendre à une reprise économique beaucoup plus rapide. En outre, étant donné l'évolution relativement stable des revenus, la reprise de la consommation pourrait encore être renforcée par des effets de rattrapage ou de substitution.

D'un autre côté, l'endigement de la seconde vague de Covid-19 pourrait s'avérer plus difficile, ou les attentes

concernant l'efficacité des vaccins pourraient ne pas être satisfaites. La reprise économique serait à nouveau interrompue si, au cours de la période de prévision, devaient se produire d'autres fortes vagues de pandémie nécessitant des mesures sanitaires très strictes au niveau national et international. Plus longue serait la durée de la crise, plus s'accroîtrait la probabilité d'effets économiques de second tour, tels que pertes d'emplois et faillites d'entreprises à grande échelle. Les risques liés à la nouvelle augmentation de la dette souveraine et à l'endettement des entreprises seraient également amplifiés.

D'autres risques menacent encore l'économie mondiale : ceux qui découlent du conflit commercial international. Un Brexit « dur » exercerait une pression supplémentaire sur une conjoncture déjà fragilisée. Enfin, sur le plan intérieur, demeure le risque de corrections importantes dans le secteur immobilier.

**tableau 6 : Conjoncture internationale et cadre monétaire, décembre 2020<sup>14</sup>**

sauf mention contraire, variation en %, valeurs réelles,  
 PIB : valeurs réelles, corrigées des effets saisonniers et calendaires

	2019	2020 *	2021 *	2022 *
<b>Produit intérieur brut, divers pays</b>				
États-Unis	2.2	-4.2 (-4.2)	3.4 (4.2)	4.0 -
Zone euro	1.3	-8.0 (-8.1)	3.5 (5.0)	4.2 -
Allemagne	0.6	-6.0 (-5.5)	3.6 (4.7)	4.1 -
Japon	0.7	-5.6 (-5.3)	2.7 (2.5)	2.5 -
Pays du Bric	4.9	-1.8 (-2.1)	7.7 (8.4)	5.5 -
Chine	6.1	1.6 (1.7)	8.1 (8.2)	5.6 -
Prix du pétrole (USD / baril de Brent)	64.3	41.3 (41.1)	45.2 (41.8)	45.9 -
<b>Suisse</b>				
Libor à trois mois (en %)	-0.7	-0.7 (-0.7)	-0.8 (-0.8)	-0.7 -
Obligations de la Confédération à 10 ans (rendement en %)	-0.5	-0.5 (-0.5)	-0.5 (-0.5)	-0.5 -
Indice réel du cours du franc pondéré par les exportations	0.7	3.9 (4.1)	0.1 (0.8)	0.0 -

sources : offices statistiques respectifs, FMI, U.S. EIA, Intercontinental Exchange, BNS

\* hypothèses du Groupe d'experts de la Confédération pour les prévisions, entre parenthèses : hypothèses précédentes

**tableau 7 : Conjoncture suisse, décembre 2020<sup>15</sup>**

sauf mention contraire, variation en %, valeurs réelles, contributions à la croissance en points de pourcentage,  
 prévisions du PIB et des composantes : valeurs réelles, corrigées des effets saisonniers et calendaires

	2019	2020 *	2021 *	2022 *
<b>Produit intérieur brut corrigé des événements sportifs</b>	1.5	-3.3 (-3.8)	3.0 (3.8)	3.1 -
<b>Produit intérieur brut</b>	1.1	-3.3 (-3.8)	3.2 (4.2)	3.3 -
Consommation privée	1.4	-4.4 (-4.4)	4.1 (5.3)	2.7 -
Consommation de l'État	0.9	2.2 (1.8)	2.0 (1.8)	0.4 -
Investissements dans la construction	-0.5	-1.0 (-1.5)	0.5 (0.0)	0.2 -
Investissements en biens d'équipement	2.2	-3.5 (-6.0)	3.3 (3.0)	3.5 -
Exportations de biens	4.8	-0.0 (-3.1)	3.2 (5.5)	5.9 -
Exportations de services	-3.0	-18.5 (-13.8)	5.2 (10.4)	13.5 -
Importations de biens	2.8	-7.4 (-8.0)	4.0 (5.4)	6.0 -
Importations de services	2.0	-12.0 (-13.0)	5.5 (10.6)	10.0 -
<b>Contributions à la croissance du PIB</b>				
Demande intérieure finale	1.1	-2.7 (-3.2)	2.9 (3.4)	2.0 -
Commerce extérieur	0.1	0.6 (0.7)	0.1 (0.8)	1.3 -
Variation des stocks	-0.2	-1.2 (-1.3)	0.1 (0.0)	0.0 -
<b>Marché du travail et prix</b>				
Emplois en équivalents plein temps	1.6	-0.1 (-0.4)	0.3 (0.3)	1.5 -
Chômage (taux en %)	2.3	3.2 (3.2)	3.3 (3.4)	3.0 -
Indice des prix à la consommation	0.4	-0.7 (-0.7)	0.1 (-0.1)	0.3 -

sources : OFS, SECO

\* prévisions du Groupe d'experts de la Confédération, entre parenthèses : prévisions précédentes

<sup>14</sup> Bric : agrégat pondéré du PIB à parité de pouvoir d'achat (FMI) du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine.

<sup>15</sup> Exportations et importations de marchandises ainsi que contribution à la croissance du commerce extérieur : sans les objets de valeur.

## Scénarios

Vu la grande incertitude qui règne, le SECO complète à nouveau par deux scénarios les prévisions du groupe d'experts (graphique 38, graphique 39, tableau 8). Le scénario 1 envisage une combinaison de diverses évolutions positives, et le scénario 2 une combinaison de différents risques.

### Scénario 1

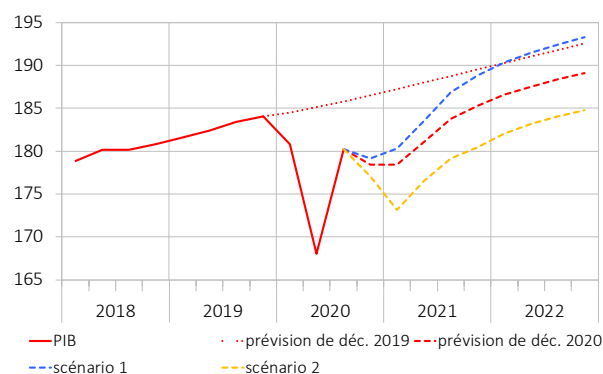
L'économie mondiale se redresse, à partir de 2021, plus rapidement et plus durablement que ne l'avait prévu le groupe d'experts. Grâce à un traçage efficace et à un large accès aux tests rapides, la deuxième vague de Covid-19 est maîtrisée plus rapidement, de sorte que les mesures de lutte peuvent à nouveau être assouplies dès les mois d'hiver. De plus, une immunisation suffisamment forte de la population par vaccination est possible plus tôt que prévu dans les prévisions du groupe d'experts. L'économie suisse d'exportation bénéficie de la reprise accélérée de la conjoncture mondiale, de sorte que la situation financière des entreprises s'améliore également. Grâce à ces perspectives bien plus positives, les entreprises suisses compensent les reports d'investissements et embauchent de nouveaux collaborateurs. L'amélioration de la situation sur le marché du travail et l'abrogation des mesures de politique sanitaire favorisent les effets de rattrapage dans la consommation privée. Ainsi, l'effet de rattrapage de l'économie dans son ensemble sera également plus fort d'ici 2022, de sorte que le niveau du PIB qui aurait été obtenu en Suisse sans la crise sanitaire sera à nouveau atteint, voire temporairement dépassé.

#### Meilleures perspectives et effets de rattrapage

Dans ces hypothèses, après une baisse de 3,2 % en 2020, on escompte une reprise notable avec une croissance du PIB de 4,4 % pour 2021 et de 3,8 % pour 2022. Le chômage continue de diminuer pour ne plus atteindre que 2,7 % en moyenne annuelle en 2022. Les effets économiques de la crise du Covid-19 seraient importants, même dans ce scénario positif. Par rapport aux prévisions de décembre 2019, la perte cumulée du PIB d'ici fin 2022 atteindrait ainsi environ 63 milliards de francs (en termes nominaux).<sup>16</sup>

#### Pertes néanmoins importantes de valeur ajoutée

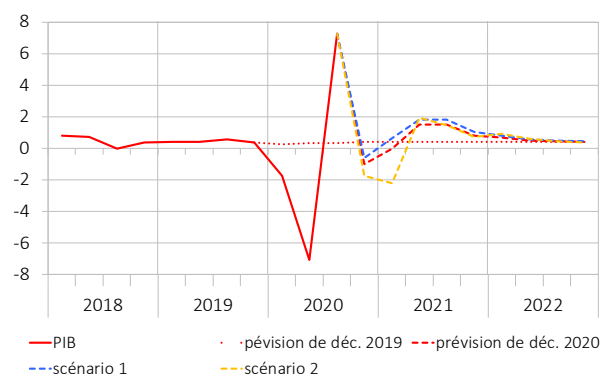
**graphique 38 : Prévisions du PIB et scénarios, niveaux<sup>16</sup>**  
en milliards de francs, valeurs réelles corrigées des effets des événements sportifs



sources : SECO, Groupe d'experts pour les prévisions conjoncturelles

**graphique 39 : Prévisions du PIB et scénarios, croissance<sup>16</sup>**

variation en % par rapport au trimestre précédent, valeurs réelles et corrigées des effets des événements sportifs



sources : SECO, Groupe d'experts pour les prévisions conjoncturelles

### Scénario 2

La situation épidémiologique reste globalement difficile et pèse sur l'économie bien au-delà de 2021. Pendant ce temps, divers risques s'accumulent et se renforcent mutuellement. Il s'avère bien plus difficile que prévu de contenir la deuxième vague de la pandémie en Europe. Les mesures de lutte contre le virus sont renforcées, dans certains cas de façon rigoureuse, ou restent en vigueur plus longtemps. On assiste, en Suisse comme ailleurs, à une nette augmentation des fermetures d'entreprises, par exemple dans la restauration et le commerce de détail. En raison du peu de succès ou du retard de l'immunisation de la population, diverses mesures doivent être

#### Durcissement et prolongation des mesures

<sup>16</sup> En décembre 2019, l'horizon prévisionnel du groupe d'experts ne s'étendait que jusqu'en 2021. De manière à pouvoir calculer les pertes économiques jusqu'en 2022, la trajectoire du PIB prévu à ce moment-là est prolongée jusqu'à fin 2022 avec des taux de croissance trimestriels moyens.

maintenues jusqu'en 2022 : la normalisation de la consommation prévue dans les prévisions de base s'en trouve retardée, ce qui signifie que dans les secteurs exposés, en particulier le tourisme, les perspectives restent médiocres à moyen terme. Certains secteurs de l'économie connaissent des vagues de faillites et de licenciements et une accélération des changements structurels. La grande incertitude qui règne pèse sur la demande mondiale, d'où un effet négatif sur l'économie suisse d'exportation. Certains investissements prévus sont annulés et le nombre d'employés licenciés augmente. Le chômage s'accroît sensiblement, ce qui

**Les secteurs exposés souffrent**

exerce sur la consommation une pression supplémentaire.

Dans ces hypothèses, après une baisse de 3,4 % en 2020, la reprise en Suisse ne pourra être que très lente. Il en résulte une croissance du PIB de 0,4 % seulement pour 2021, suivie de 3,4 % en 2022. Le chômage continue d'augmenter, atteignant une moyenne annuelle de 3,7 % en 2021, avant de retomber à 3,4 % pour l'ensemble de l'année 2022. Par rapport aux prévisions de décembre 2019, la perte cumulée du PIB d'ici fin 2022 atteindrait ainsi environ 140 milliards de francs (en termes nominaux).

**Reprise très lente**

**tableau 8 : Prévisions conjoncturelles de décembre 2020 et scénarios pour la conjoncture<sup>16</sup>**

PIB : valeurs réelles, corrigées des événements sportifs, Prévisions et scénarios du PIB : valeurs également désaisonnalisées  
Perte de valeur ajoutée : en comparaison avec les prévisions de décembre 2019, valeurs nominales, en milliards de francs

	2019	Prévisions décembre 2020			Scénario 1			Scénario 2		
		2020	2021	2022	2020	2021	2022	2020	2021	2022
Croissance du PIB en %	1,5	-3,3	3,0	3,1	-3,2	4,4	3,8	-3,4	0,4	3,4
Taux de chômage en %	2,3	3,2	3,3	3,0	3,2	3,0	2,7	3,2	3,7	3,4
Perte de valeur ajoutée	-	39	33	24	38	21	4	41	53	46

sources : OFS, SECO, Groupe d'experts de la Confédération